

CHRONIQUE



**DOMINIQUE
LECOURT**
Philosophe,
directeur général
de l'Institut Diderot

Entreprises et universités

Que les événements de Mai 68 portent encore leurs effets sur l'institution universitaire, c'est l'évidence. On ne manque pas, à l'occasion, dans cette période morose, de se lamenter sur le sentiment de stagnation éprouvé par beaucoup, malgré les multiples réformes depuis quarante ans. La sélection des étudiants à l'entrée des universités, par exemple, se heurte toujours à une opposition syndicale et politique radicale et résolue. On se souvient pourtant que, dès 1966, le fameux colloque de Caen prônait une « orientation sélective », sous l'impulsion aussi bien d'Alfred Kastler et Laurent Schwartz (gauche) que de Marc Zamansky (gaulliste). Ce « consensus » n'a jamais été rétabli.

Autre exemple. L'hostilité du milieu universitaire, scientifique autant que littéraire, au monde de l'entreprise. Cette hostilité a ses racines philosophiques. Elle tient certainement à l'emprise de la vulgate marxiste sur le milieu enseignant désireux de ne pas livrer sans défense élèves et étudiants à

l'exploitation capitaliste. Cette orientation a trouvé une sorte de bastion dans l'enseignement de l'économie. Nombre des enseignants d'économie et de gestion continuent de voir dans leur enseignement une matière pour jouer aux marchands de tapis. On ne sera pas surpris dans ces conditions qu'un des sujets du bac 2013 pour les filières économiques ait pris la forme d'un paradoxe sophistique : « *Vous montrerez que les conflits sociaux peuvent être un facteur de cohésion sociale* » !

Mais cette hostilité tient aussi à la conception de la science, qui a longtemps régné dans l'enseignement supérieur sous l'étiquette hautement revendiquée du « scientisme ». Mot qui en français « *exprime la conviction que la science peut tout expliquer* ». Marcelin Berthelot, par exemple, attendait de la science qu'elle contribue à « *dissiper tous les mystères* » qui encombrant l'existence humaine par ignorance. C'est une véritable philosophie qui a assigné son objectif à la diffusion du savoir scientifique : celui de promouvoir les valeurs de l'esprit critique et de la liberté de pensée, souvent dans un sens étroitement anticlérical.

Quant à nos ingénieurs, en cela bien particuliers sur la scène européenne, leur savoir a été, de longue date, considéré non comme une science proprement dite mais comme un savoir-faire afin de « *coordonner la théorie et la pratique* », selon le mot de notre polytechnicien-philosophe Au-

guste Comte. Il s'en est suivi, dans les grandes écoles, une place longtemps trop restreinte faite à la recherche. Et dans le secondaire, un mépris persistant pour les filières techniques.

À ces présupposés philosophiques est venue se superposer une opposition – de facture politique – qui a donné une tonalité singulière à la distinction que nous faisons du fondamental et de l'appliqué : l'opposition du secteur public et du secteur privé. En résumé, à la recherche publique, le libre et fondamental, et à la recherche privée, l'appliqué. De là qu'on puisse aujourd'hui regretter une certaine faiblesse de la recherche fondamentale dans les entreprises privées parce qu'elle est pour l'essentiel effectuée dans les grands organismes publics. Cependant que la recherche dite appliquée trouve mal sa place aussi bien dans les grands organismes publics que dans les universités.

Une fois n'est pas coutume, saluons donc la réussite apparente du crédit impôt recherche (CIR), qui a permis aux partenariats public/privé de se multiplier, en faisant tomber le mur d'incompréhension entre les deux mondes au-delà de la sphère des très grandes entreprises. Réjouissons-nous des embauches de jeunes docteurs. Ne nous y trompons pas, c'est bien une initiative d'importance historique. Espérons que les élus, dans une situation de grande pénurie, ne céderont pas à la tentation de s'en prendre au budget du CIR.